

Un "code de déontologie" pour étouffer la liberté académique

27.06.2017

Categories: Apartheid et colonialisme, BDS-Arguments, Boycott académique

Le ministre israélien d'extrême droite, pro-colons, de l'Education Naftali Bennett défend un nouveau « code de déontologie » qui interdirait aux professeurs d'université israéliens d'exprimer leurs « opinions politiques ».

Ce nouveau code interdirait aussi aux professeurs d'appeler ou de participer à un boycott académique d'Israël, ou même aux collèges ou départements universitaires de ses colonies de collaborer à des « organisations politiques ». On exigerait des institutions universitaires qu'elles organisent des comités dont le travail consisterait à surveiller l'activité politique des professeurs, à donner suite à des plaintes des étudiants et à prendre des mesures disciplinaires contre les transgresseurs.

L'ensemble des règles proposées, qui vont être soumises à l'approbation du Conseil de l'Enseignement Supérieur présidé par Bennett, ont été formulées par Asa Kasher, professeur à l'université de Tel Aviv et auteur du « code de déontologie » pour l'armée israélienne [depuis le milieu des années 1990](#).

Kasher est [bien connue](#) pour fournir des arguments « éthiques » pour justifier les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité d'Israël à Gaza.

Commentant la conduite de l'armée israélienne pendant le massacre de Gaza en 2014, qui a tué plus de 2.200 Palestiniens, dont plus de 500 enfants, Kasher a dit : « Le chiffre des pertes n'est pas pertinent – il ne parle ni de négligences ni d'aucun acte répréhensible. »

Les nouvelles règles font partie de l'attaque dangereuse et incessante d'Israël contre la liberté académique. Si on les rend effectives, le code de conduite deviendra un nouvel élément de la complicité des institutions universitaires israéliennes dans le programme politique de l'État, qui cible d'abord et avant tout les universitaires et les étudiants palestiniens.

Les citoyens palestiniens d'Israël sont depuis longtemps confrontés aux restrictions de leur [activité politique](#), sur les [campus](#) universitaires et au dehors. Les étudiants et les universitaires palestiniens sont également l'objet d'une [discrimination généralisée](#) dans les institutions israéliennes d'enseignement supérieur et il existe d'importantes divergences de financement entre les écoles palestiniennes et juives d'Israël.

Dans le territoire palestinien occupé, les restrictions israéliennes sur les déplacements, des checkpoints au système kafkaïen des permis de circuler, rendent les [déplacements](#) à l'intérieur et entre la Cisjordanie, dont Jérusalem Est, et Gaza, aussi bien qu'à l'étranger, une perspective difficile sinon impossible. Les personnes invitées dans les universités palestiniennes, dont et même spécialement les réfugiés palestiniens, sont à la

merci d'Israël pour entrer.

Les [raids militaires israéliens](#), [les tirs à balle réelle et de gaz lacrymogènes](#) ne sont pas rares sur les campus palestiniens.

Pendant l'attaque militaire de 2014 sur Gaza, [Israël a ciblé au moins 153 écoles palestiniennes](#), dont 90 gérées par les Nations Unies, ainsi que la plus grande université de Gaza.

A l'étranger, les universitaires et étudiants palestiniens, ainsi que leurs soutiens, sont [activement visés et réprimés](#) par des lobbies influents et l'administration des universités exposées à leur intimidation et leur harcèlement.

Alors que certains dirigeants d'universités israéliennes ont émis des signes de [critiques](#) du code de conduite proposé, ils étaient eux mêmes connus pour avoir mis en place de façon informelle une politique similaire. Les institutions qu'ils dirigent ont non seulement gardé le silence face à l'étendue du déni des droits fondamentaux des Palestiniens, dont la liberté académique, mais, à de nombreuses reprises, ils ont [directement soutenu ou justifié](#) la [répression](#) incessante de l'éducation palestinienne et ont mené des actions pour réduire au silence les universitaires et les étudiants qui critiquent la politique de l'État palestinien.

Le nouveau « code de déontologie » proposé par le gouvernement israélien institutionnalise ce qui est souvent et déjà une politique non officielle. Ceux qui souhaitent sincèrement défendre la liberté académique pour tous devraient soutenir le boycott des institutions universitaires israéliennes jusqu'à ce qu'elles reconnaissent la totalité des droits du peuple palestinien, tels que consacrés dans le droit international, et mettent fin à toute forme de complicité avec les violations de ces droits par Israël.

*Article de [PACBI](#) du 21 juin 2017, (Palestinian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel)
traduit par l'[AURDIP](#) (Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine)*

Autre article sur cette question [sur le site de BDS France](#)